ML. L. 7920/1.

- 1 -
18 MEI 1962
Coördinatie (2)

ROYAUME DE BELGIQUE KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 4 mai 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'utilisation adéquate des agents de l'Etat de l'ancien Ministère des Affaires africaines", a donné le 9 mai 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e mei 1962 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "omtrent de juiste aanwending van het Rijkspersoneel van het gewezen Ministerie van Afrikaanse Zaken", heeft de 9e mei 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à établir pour l'emploi des agents de l'ancien Ministère des Affaires africaines, des règles particulières qui dérogent à celles qui sont établies par l'arrêté royal du 27 janvier 1953 relatif à la réaffectation des agents de l'Etat.

\+

\+ +

Le mot "utilisation" n'étant pas admis par l'Académie française, l'intitulé pourrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à la situation administrative des agents de l'Etat de l'ancien Ministère des Affaires africaines".

\+

\+ +

Le projet implique que le Ministère des Affaires africaines a été supprimé. Aucun arrêté royal n'ayant supprimé expressément ce Ministère, il y a lieu d'en déduire qu'il a été mis fin à l'existence de celui-ci en tant qu'entité administrative par l'ensemble des mesures que le Gouvernement a prises, à la suite de l'indépendance du Congo, pour assurer le transfert à d'autres Ministres de certaines des attributions qui étaient précédemment exercées par le Ministre des Affaires africaines et pour régler la situation administratives des agents qui étaient attachés à ce Ministère.

\+

\+ +

Le considérant pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Considérant que les modalités de répartition des services qui relevaient du Ministère des Affaires africaines et la nécessité de continuer l'exercice de certaines de leurs attributions imposent la mise sur pied d'un régime approprié pour l'emploi des agents de l'ancien Ministère des Affaires africaines;".

\+

\+ +

Le projet est proposé par le seul Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. Le Ministre de la Fonction publique est compétent pour élaborer les règlements applicables à l'ensemble des agents de l' Etat. Par contre, les règlements particuliers applicables aux agents d'un Ministère déterminé sont pris ou proposés par le Ministre intéressé après avis du Ministre de la Fonction publique. Pour respecter les attributions ministérielles, il conviendrait donc que le projet soit proposé et contresigné non seulement par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, mais aussi par le Ministre qui est actuellement chargé des Affaires africaines. Ce Ministre est le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Ruanda-Urundi.

\+

\+ +

.../...

Les articles 1er et 2 peuvent être fusionnés en un seul article.

Aux termes de l'article 2, ce sont les agents de l'Etat de l'ancien Ministère des Affaires africaines qui sont inscrits dans la réserve de personnel. Il résulte des renseignements donnés par les représentants du Ministre que les termes "agents de l'Etat" désignent uniquement les agents définitifs soumis au statut établi par l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Il convient de préciser que seuls seront inscrits dans la réserve de personnel les agents qui, à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, appartiendront encore aux services de l'ancien Ministère des Affaires africaines, à l'exclusion donc des agents qui, ayant appartenu à ces services, ont été définitivement transférés dans d'autres Ministères.

Tenant compte de ces observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 1er de la façon suivante :

"Article 1er.-

Il est institué auprès du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, une réserve de personnel où sont inscrits les agents de l'Etat qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, appartiendront aux services de l'ancien Ministère des Affaires africaines actuellement gérés par le Ministre du Ruanda-Urundi".

\+

\+ \+

.../...

L'article 3 du projet dispose que "les agents de l'Etat inscrits dans la réserve restent en activité de service". La notion d'"activité de service" n'est pas liée à l'accomplissement effectif d'une tâche administrative. C'est une fiction juridique qui sert à déterminer la situation personnelle de l'agent, ses droits et ses obligations. Pour les agents de l'Etat, la notion juridique d'"activité de service" ne fait pas l'objet d'une définition précise. Son application pourrait donc donner lieu à des difficultés si elle n'était pas précisée. Dans la note pour le Comité général de consultation syndicale, qui a été transmise au Conseil d'Etat, il est indiqué que dans la position "d'activité de service les agents gardent leur grade, le traitement y attaché et leur droit à l'avancement de traitement. Il est utile de faire figurer ces précisions dans le projet. Cet article 3, qui deviendrait l'article 2, pourrait donc être rédigé comme suit :

"Article 2.-

Les agents inscrits dans la réserve sont considérés comme étant en activité de service. Dans cette position administrative, ils gardent leur grade, le traitement attaché à ce grade et le droit à l'avancement de traitement".

+

+ +

.../...

L'article 4 du projet prévoit quatre mesures distinctes qui peuvent être prises à l'égard des agents inscrits dans la réserve de personnel.

La première mesure est le transfert dans un autre Ministère, à un emploi correspondant au grade dont l'agent est titulaire, ce qui suppose que l'agent est définitivement attaché au Ministère dans lequel il est transféré.

La deuxième mesure est l'affectation dans un autre Ministère, à un emploi correspondant à un grade équivalent ou inférieur à celui dont l'agent est titulaire. Cette affectation suppose également que l'agent appartient définitivement au Ministère dans lequel il est affecté. Pour indiquer davantage que la deuxième mesure aura pour effet d'attacher définitivement l'agent au Ministère dans lequel il sera affecté, il conviendrait de qualifier celle-ci de "transfert", en précisant que ce transfert sera accompagné d'une affectation à un grade équivalent ou inférieur.

Aux termes du projet, les agents peuvent être transférés à un emploi d'un grade "jugé équivalent au leur selon les dispositions réglementaires". Deux dispositions réglementaires sont relatives à cette équivalence : l'article 18 du statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 7 mai 1958, et l'article 2 de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948, modifié également par l'arrêté royal du 7 mai 1958. Elles prévoient que l'équivalence des grades est, dans chaque cas, déterminée par le Roi après délibération des Ministres réunis en conseil.

.../...

Les troisième et quatrième mesures constituent des détachements, c'est-à-dire des mesures essentiellement provisoires.

Sous réserve des observations qui seront formulées ci-après, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 4 du projet de la façon suivante :

"Le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions peut, avec l'accord du Ministre intéressé, prendre à l'égard des agents inscrits dans la réserve une des quatre mesures suivantes :

1° transfert de l'agent dans un Ministère, à un emploi permanent vacant correspondant au grade dont il est titulaire;

2° transfert de l'agent dans un Ministère et affectation de cet agent à un emploi permanent vacant correspondant à un grade équivalent au sien ou à tout grade inférieur au sien mais appartenant à la même catégorie. L'équivalence des grades est, dans chaque cas, déterminée par le Roi, après délibération des Ministres réunis en conseil;

3° détachement de l'agent pour occuper, compte tenu de son grade et de sa qualification, un emploi temporaire vacant ou un emploi provisoirement non occupé par son titulaire;

4° détachement de l'agent pour l'exécution de tâches en rapport avec son grade et sa qualification".

.../...

Il résulte des explications données par les représentants du Ministre que le Gouvernement estime que les règles établies par l'arrêté royal du 27 janvier 1953 pour régler les conséquences de la suppression des emplois ne conviennent pas pour donner une solution aux problèmes que pose la suppression du Ministère des Affaires africaines, et qu'il désire mettre en vigueur une réglementation plus souple. Il convient de relever cependant que cette réglementation ne prévoit l'intervention d'aucun organisme consultatif qui pourrait informer les Ministres au sujet des aptitudes et des mérites des agehts et ne formule aucune règle établissant entre les agents privés de leur emploi un ordre de préférence fondé sur des critères objectifs, qui pourraient être, par exemple, le grade, le signalement et l'ancienneté. Or, en l'espèce, les transferts et détachements présentent pour les agents une importance considérable puisqu'ils peuvent leur éviter la mise en disponibilité par défaut d'emploi (article 10, § 1er, du projet). Tel qu'il est établi, le projet a pour effet de priver les agents des garanties qui sont généralement accordées aux agents définitifs soumis à un régime statutaire. On notera notamment que, lorsqu'il a pris, par la loi du 27 juillet 1961, certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, le législateur a pris soin d'établir des critères objectifs permettant de départager les candidats.

.../...

La solution adoptée par le projet, qui consiste à placer dans une réserve de personnel tous les agents de l'ancien Ministère des Affaires africaines, suppose normalement que tous les emplois de ce Ministère sont supprimés. Or, il résulte du rapport au Roi précédant le projet d'arrêté royal répartissant les attributions ministérielles en matière d'affaires africaines, soumis au Conseil d'Etat par le Premier Ministre, que certains des emplois supprimés au Ministère des Affaires africaines seront rétablis dans d'autres Ministères. En cas de transfert de services d'un Ministère à l'autre, il est de règle que le personnel de ces services soit également transféré. Le projet s'écarte de cette règle et ne prévoit même pas que les emplois nouveaux qui seront créés dans certains Ministères pour assurer l'exercice de certaines attributions qui relevaient précédemment du Ministère des Affaires africaines seront réservés à des agents de ce Ministère inscrits dans la réserve du personnel. Ces emplois nouveaux pourraient donc être attribués à des agents du Ministère dans lequel ils seront créés, alors que les agents de l'ancien Ministère des Affaires africaines qui en ont exercé les fonctions à la suite d'une nomination définitive resteraient inscrits dans la réserve de personnel et seraient ensuite placés dans la position de disponibilité par défaut d'emploi. Cette position administrative étant conçue pour les cas où des emplois sont supprimés, il ne paraît guère compatible avec les principes généraux en matière de stabilité d'emploi d'en faire application lorsque des emplois supprimés dans un Ministère sont rétablis dans un autre Ministère. Les délégués du Gouvernement ont déclaré au Conseil d'Etat qu'en vertu d'une décision gouvernementale, les emplois nouveaux créés dans certains Ministères pour l'accomplissement des tâches qui étaient précédemment exercées par le Ministère des Affaires africaines seront réservés aux agents de ce Ministère, sans que cependant ils soient réservés à ceux de ces agents qui en exerçaient précédemment les fonctions. Il serait souhaitable que cette intention soit concrétisée dans le texte.

+

A l'article 5 du projet, l'expression "le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions" devrait être remplacée par l'expression "le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions".

Au même article, il n'est pas nécessaire de prévoir une dérogation pour les conditions d'âge, celles-ci n'étant pas exigées des candidats qui ont déjà la qualité d'agent de l'Etat (voir l'article 16bis du statut des agents de l'Etat).

Ces deux observations valent également pour l'article 7.

\+

\+ +

Dans l'expression "agents de l'Etat" employée à l'article 6, § 1er, du projet, les mots "de l'Etat" peuvent être omis.

Au § 2 du même article, les mots "tout ce qui concerne" peuvent être supprimés.

Au § 3 du même article, il convient de lire "de nouveau" au lieu de "à nouveau".

Quant au § 4, il y a lieu d'observer que, lorsqu'un fonctionnaire général sera détaché pour remplacer provisoirement un fonctionnaire qui est membre du conseil de direction, il serait conforme aux principes qui régissent la suppléance des fonctions publiques

selon lesquels le suppléant exerce la plénitude des attributions de celui qu'il remplace, que ce fonctionnaire général assiste aux séances du conseil de direction, même si le Ministre a omis de le désigner.

Lorsque le Ministre désignera un fonctionnaire général détaché pour faire partie du conseil de direction, ce ne pourra pas être en application de l'alinéa 2 de l'article 53 du statut, qui ne concerne que les chefs de service qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire général, mais en application d'un pouvoir propre qui lui sera conféré par l'arrêté actuellement en projet.

Compte tenu de ces observations, ce paragraphe pourrait être rédigé comme suit :

"Les fonctionnaires généraux détachés conformément à l'article 4, 3° ou 4°, ne font pas partie du conseil de direction du Ministère où ils sont détachés, sauf s'ils occupent un emploi provisoirement non occupé par un fonctionnaire qui est membre du conseil de direction ou si le Ministre compétent les désigne à cet effet".

\+

\+ +

L'article 8 pourrait être rédigé comme suit :

"Sont exclus de l'application des articles 4 et 6 les emplois d'inspecteur adjoint des finances, de conseiller adjoint d'administration générale et d'actuaire, ainsi que les emplois correspondant aux grades désignés par le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, sur proposition du Ministre intéressé".

\+

\+ +

Il résulte du § 1er de l'article 9 que deux agents placés dans une situation identique pourraient être soumis à des règles différentes en ce qui concerne leur avancement. La note pour le comité général de consultation syndicale explique que les décisions seront prises "selon les nécessités du service et les traditions du Ministère". Pour permettre aux agents de connaître les raisons pour lesquelles des solutions différentes seraient éventuellement adoptées , il paraît souhaitable de prévoir la motivation de la décision ministérielle, comme le fait l'article 16 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat pour la décision maintenant les droits à l'avancement à l'agent placé en disponibilité pour cause de mission spéciale.

Compte tenu de cette observation, le § 1er de l'article 9 du projet pourrait être rédigé comme suit :

Les agents affectés à un emploi permanent vacant correspondant à un grade équivalent ou inférieur au leur, concourront à l'avancement de grade selon l'un des deux modes suivants :

1° soit à partir du grade dont ils sont titulaires;

2° soit à partir du grade de l'emploi qu'ils occupent.

Le mode d'avancement est fixé, au moment de l'affectation, par une décision motivée du Ministre intéressé".

\+

\+ \+

.../...

Pour l'article 11 du projet, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante, qui évite l'emploi du mot "peut" qui a déjà donné lieu à des difficultés d'interprétation et indique plus clairement que le Ministre a la faculté de choisir entre les deux catégories d'agents prioritaires :

"L'article 14 de l'arrêté royal du 27 janvier 1953 est complété par la disposition suivante :

"Au cas où des agents, bénéficiaires de l'arrêté royal du ... relatif à la situation administrative des agents de l'Etat de l'ancien Ministère des Affaires africaines, sont en compétition pour les mêmes emplois avec des agents bénéficiaires du présent arrêté, il est permis au Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, de décider l'affectation des premiers par priorité".

\+

\+ \+

Le projet confère aux Ministres le pouvoir de prendre les décisions individuelles concernant les agents, même à l'égard des agents de la première catégorie qui sont nommés par le Roi. Puisqu'il s'agit de mesures de transfert, d'affectation et de détachement qui ne modifient pas le grade dont l'agent est titulaire, ces mesures ne doivent pas être réservées au Roi.

.../...

Le projet ne dispose pas expressément que les agents qui seront affectés à un emploi correspondant à un grade dont la rémunération est inférieure à celle du grade dont ils sont titulaires conserveront leur grade, leur traitement et le droit à l'avancement de traitement. Le maintien de ces avantages, qui correspond aux intentions du Gouvernement, résulte suffisamment du fait qu'aucune disposition du projet ne prévoit la modification du grade auquel l'agent a été nommé à titre définitif.

---

Het ontwerp strekt ertoe, ter zake van de "aanwending" der personeelsleden van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken, bijzondere regelen vast te stellen, welke afwijken van die neergelegd in het koninklijk besluit van 27 januari 1953 betreffende de wedertewerkstelling der Rijksambtenaren.

+

+ +

De term "aanwending" lijkt hier minder geschikt; daarom wordt voor het opschrift de volgende tekst in overweging gegeven :

"Koninklijk besluit betreffende de administratieve toestand der Rijksambtenaren van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken".

+

+ +

Het ontwerp impliceert, dat het Ministerie van Afrikaanse Zaken is afgeschaft. Aangezien geen uitdrukkelijke afschaffing krachtens een koninklijk besluit heeft plaatsgehad, moet worden besloten dat aan het bestaan van dit Ministerie als bestuursentiteit een einde is gemaakt door de gezamenlijke maatregelen die de Regering, na het onafhankelijk worden van Congo, genomen

.../...

heeft om sommige door de Minister van Afrikaanse Zaken uitgeoefende bevoegdheden aan andere Ministers over te dragen en om de administratieve toestand der ambtenaren van het Ministerie te regelen.

+

+ +

Voor de considerans wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Overwegende dat het, met het oog op de verdeling van de diensten die onder het Ministerie van Afrikaanse Zaken ressorteerden en gelet op de noodzakelijkheid dat sommige van hun bevoegdheden verder worden uitgeoefend, gewenst is dat een aangepaste regeling voor het gebruik der personeelsleden van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken tot stand wordt gebracht;

+

+ +

Het ontwerp wordt door alleen de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt voorgedragen. De Minister van het Openbaar Ambt is bevoegd tot het maken van verordeningen voor het gezamenlijke Rijkspersoneel. Bijzondere verordeningen daarentegen,

.../...

die alleen gelden voor het personeel van een bepaald Ministerie, worden vastgesteld of voorgedragen door de betrokken Minister, na advies van de Minister van het Openbaar Ambt. Wil het ontwerp dus geen afbreuk doen aan de ministeriële bevoegdheidsregeling, dan moet het niet alleen door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, maar ook door de thans met de Afrikaanse zaken belaste Minister, dit is de Vice-Eerste-Minister, Minister van Buitenlandse Zaken en Minister van Ruanda-Urundi, worden voorgedragen en medeondertekend.

\+

\+ \+

De artikelen 1 en 2 kunnen worden samengevoegd.

In de personeelsreserve wordt volgens artikel 2 ingeschreven "het Rijkspersoneel van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken. Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, bedoelt de term "Rijkspersoneel" uitsluitend de personeelsleden in vast verband die onder het bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 vastgestelde statuut vallen.

Hier ware nader te bepalen, dat in de personeelsreserve alleen maar worden opgenomen de personeelsleden die, op de dag dat het ontworpen besluit in werking treedt, nog tot de diensten van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken behoren, met uitsluiting dus van

.../...

degenen, die weliswaar tot deze diensten hebben behoord, maar voorgoed naar andere Ministeries zijn overgeplaatst.

Voor artikel 1 stelt de Raad van State, met inachtneming van de bovenstaande opmerkingen, de volgende lezing voor :

"Artikel 1.-

Bij de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort, wordt een personeelsreserve ingesteld waarin worden opgenomen de Rijksambtenaren die, op de dag waarop dit besluit in werking treedt, deel uitmaken van de thans door de Minister van Ruanda-Urundi beheerde diensten van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken".

+

\+ +

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt dat "het in de reserve ingeschreven Rijkspersoneel in dienstactiviteit blijft". Het begrip "dienstactiviteit" impliceert niet dat een administratieve taak werkelijk wordt verricht. Het is een rechtfictie ter bepaling van de persoonlijke toestand, de rechten en verplichtingen van de ambtenaar. Voor het Rijkspersoneel is van het rechtsbegrip "dienstactiviteit" geen nauwkeurige omschrijving gegeven. Bij gemis daarvan kan de toepassing van dat begrip moeilijkheden opleveren. In de nota ten behoeve

.../...

van de algemene syndicale raad van advies die aan de Raad van State werd medegedeeld, staat dat de personeelsleden in de positie van "dienstactiviteit" hun graad, de hieraan verbonden wedde en hun recht op bevordering tot een hogere wedde behouden. Het ware dienstig, die bijzonderheden in het ontwerp op te nemen. Artikel 3, dat artikel 2 wordt, kan dus als volgt worden gesteld :

"Artikel 2.-

De in de reserve ingeschreven personeelsleden worden geacht in dienstactiviteit te zijn. In deze administratieve positie behouden zij hun graad, de aan die graad verbonden wedde en het recht op bevordering tot een hogere wedde".

\+

\+ \+

Artikel 4 van het ontwerp onderscheidt vier maatregelen voor de ambtenaren, die in de personeelsreserve zijn ingeschreven.

De eerste is de overplaatsing naar een ander Ministerie, in een betrekking die overeenstemt met de graad waarvan de ambtenaar titularis is, hetgeen veronderstelt dat hij voorgoed verbonden wordt aan het Ministerie waarin hij wordt overgeplaatst.

.../...

De tweede is de tewerkstelling in een ander Ministerie, in een betrekking overeenstemmend met een graad die gelijkwaardig is met of lager dan die waarvan de ambtenaar titularis is. Ook die tewerkstelling veronderstelt, dat de ambtenaar voorgoed gaat behoren tot het Ministerie waarin hij tewerkgesteld wordt. Om beter aan te tonen, dat het gevolg van de tweede maatregel zal zijn, dat de ambtenaar voorgoed gaat behoren tot het Ministerie waarin hij tewerkgesteld wordt, noeme men dit "overplaatsing" en zegge men dat hiermede tewerkstelling in een gelijkwaardige of lagere graad gepaard gaat.

Luidens het ontwerp kunnen ambtenaren worden overgeplaatst in een betrekking van een graad "die met de hunne gelijkwaardig wordt geacht volgens de reglementaire bepalingen". Twee verordenende bepalingen betreffen die gelijkwaardigheid : artikel 18 van het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 mei 1958, en artikel 2 van het besluit van de Regent van 3 mei 1948, ook gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 mei 1958. Beide zeggen, dat de gelijkwaardigheid van graden in ieder geval door de Koning wordt bepaald na beraadslaging in Ministerraad.

De derde en de vierde maatregel is telkens een detachering en dus in wezen voorlopig.

Onder voorbehoud van de hierna te maken opmerkingen, stelt de Raad van State voor, artikel 4 van het ontwerp als volgt te lezen :

.../...

"De Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort kan, met goedvinden van de betrokken Minister, ten aanzien van de in de reserve ingeschreven ambtenaren, een van de volgende vier maatregelen nemen :

1° overplaatsing van de ambtenaar naar een Ministerie in een openstaande vaste betrekking, die overeenstemt met de graad waarvan hij titularis is ;

2° overplaatsing van de ambtenaar naar een Ministerie en aanwijzing van de betrokkene in een openstaande vaste betrekking die overeenstemt met een graad gelijkwaardig met de zijne of met enige lagere graad van dezelfde categorie. De gelijkwaardigheid van de graden wordt voor ieder geval bepaald door de Koning, na beraadslaging van de in raad vergaderde Ministers ;

3° detachering van de ambtenaar om, met inachtneming van zijn graad en kwalificatie, een openstaande tijdelijke betrekking of een door de titularis voorlopig niet bezette betrekking waar te nemen ;

4° detachering van de ambtenaar ter uitvoering van taken in verhouding tot zijn graad en kwalificatie".

.../...

Naar de vertegenwoordigers van de Minister hebben verklaard, acht de Regering de regelen, die het koninklijk besluit van 27 januari 1953 heeft vastgesteld om de gevolgen van ambtsopheffingen te ondervangen, ondienstig als oplossing voor de vraagstukken die met de afschaffing van het Ministerie van Afrikaanse Zaken zijn gemoeid en wenst zij een vlottere regeling in te voeren. Die regeling ziet echter af van enige bemoeiing van adviserende lichamen, die de Minister over de geschiktheid en de verdiensten van de ambtenaren zouden kunnen voorlichten, en stelt geen regelen die onder de betrokken ambtenaren een orde van voorrang op grond van objectieve maatstaven als bijvoorbeeld graad, signalement en anciënniteit zouden kunnen vaststellen. Nu zijn overplaatsing en detachering hier van zeer groot gewicht voor de betrokkenen, die hierdoor aan "disponibiliteit bij ontstentenis van betrekking" (artikel 10, § 1, van het ontwerp) kunnen ontkomen. Zoals het ontwerp thans gesteld is, zal het de betrokkenen waarborgen ontnemen, die over het algemeen aan vast benoemde ambtenaren onder statuutregeling zijn toegestaan. Men onthoude hierbij dat de wetgever, toen hij in de wet van 27 juli 1961 bepaalde maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders in Afrika uitvaardigde, voor objectieve criteria heeft gezorgd om de gegadigden uiteen te kunnen houden.

.../...

De door het ontwerp gekozen oplossing, waarbij alle ambtenaren van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken in een personeelsreserve worden geplaatst, veronderstelt normaal, dat alle betrekkingen van dat Ministerie zijn afgeschaft. Nu blijkt uit het verslag aan de Koning bij het ontwerp-koninklijk besluit tot verdeling van de ministeriële bevoegdheden in Afrikaanse zaken (door de Eerste-Minister aan de Raad van State voorgelegd), dat een aantal in het Ministerie van Afrikaanse Zaken afgeschafte betrekkingen in andere departementen zullen worden hersteld. Bij overgang van diensten van een Ministerie naar een ander is de regel, dat ook het personeel van die diensten overgaat. Het onderhavige ontwerp wijkt hiervan af, en zegt zelfs niet, dat nieuwe betrekkingen, die in bepaalde Ministeries zullen worden ingesteld om bepaalde ambtsbevoegdheden van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken uit te oefenen, zullen worden gereserveerd voor ambtenaren van dat Ministerie, die in de personeelsreserve zijn ingeschreven. Die nieuwe betrekkingen zouden dus kunnen worden toegekend aan ambtenaren van het Ministerie waar ze worden ingesteld, terwijl de ambtenaren van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken die de overeenkomstige ambten krachtens vaste benoeming hebben uitgeoefend, in de personeelsreserve ingeschreven zouden blijven en dan in "disponibiliteit bij ontstentenis van betrekking" zouden worden geplaatst. Deze administratieve positie echter is uitgedacht voor het geval dat betrekkingen worden afgeschaft, zodat het nauwelijks met de algemene beginselen inzake vastheid

.../...

van betrekking bestaanbaar lijkt te zijn, er toepassing van te maken als in een bepaald Ministerie afgeschafte betrekkingen in een ander Ministerie worden hersteld. De gemachtigden van de Regering hebben aan de Raad van State verklaard, dat de nieuwe betrekkingen, die in bepaalde Ministeries zullen worden ingesteld ter vervulling van opdrachten welke voorheen bij het Ministerie van Afrikaanse Zaken berustten, krachtens een Regeringsbeslissing voor ambtenaren van dat Ministerie, maar niet noodzakelijk voor die ambtenaren die er voorheen het ambt van uitoefenden, zullen worden gereserveerd. Die bedoeling zou met zoveel woorden in de tekst tot uitdrukking moeten komen.

\+

\+ +

In artikel 5 van het ontwerp ware de uitdrukking "de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort" te vervangen door "de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort".

In hetzelfde artikel is het onnodig af te wijken van de leeftijdsvoorwaarden, die toch niet gelden voor gegadigden die reeds Rijksambtenaar zijn (zie artikel 16bis van het statuut van het Rijkspersoneel).

Beide zoëven gemaakte opmerkingen gelden ook voor artikel 7.

\+

\+ +

.../...

In artikel 6, § 1, spreke men van "personeel", niet van "Rijkspersoneel".

In § 2 van hetzelfde artikel, Franse tekst, schrappe men de woorden "tout ce qui concerne".

In § 3 leze men "de nouveau" in plaats van "à nouveau".

Bij § 4 is het volgende op te merken : als een ambtenaar-generaal gedetacheerd zal worden ter voorlopige vervanging van een ambtenaar die lid van de directieraad is, zou het in de lijn liggen van de beginselen inzake vervanging in overheidsambten, volgens welke de plaatsvervanger alle bevoegdheden uitoefent van degene die hij vervangt, dat die ambtenaar-generaal de vergaderingen van de directieraad bijwoont, ook al heeft de Minister verzuimd hem aan te wijzen.

Wanneer de Minister een gedetacheerd ambtenaar-generaal aanwijst om deel uit te maken van de directieraad, zal hij dit niet doen ingevolge het tweede lid van artikel 53 van het statuut (hetwelk alleen de diensthoofden betreft die geen ambtenaar-generaal zijn), maar op grond van een eigen bevoegdheid, die hij aan het onderhavige ontwerp-besluit zal ontlenen.

.../...

Rekening houdend met die opmerkingen, leze men die paragraaf als volgt :

"De ambtenaren-generaal die overeenkomstig artikel 4, 3° of 4°, worden gedetacheerd, maken geen deel uit van de directieraad van het Ministerie waar ze worden gedetacheerd, tenzij zij een betrekking waarnemen, welke voorlopig onbezet is gelaten door een ambtenaar die lid van de directieraad, is of tenzij de bevoegde Minister hen daartoe aanwijst".

\+

\+ +

Artikel 8 kan als volgt worden gelezen :

"De artikelen 4 en 6 vinden geen toepassing op de betrekkingen van adjunct-inspecteur van Financiën, adjunct-adviseur van algemeen bestuur en actuaris, noch op de betrekkingen overeenstemmend met de graden die door de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, op voorstel van de betrokken Minister worden aangewezen".

\+

\+ +

.../...

Uit § 1 van artikel 9 blijkt, dat twee ambtenaren, die in dezelfde toestand zijn geplaatst, terzake van bevordering onder verschillende regelen kunnen vallen. De nota voor de algemene syndicale raad van advies zegt, dat de beslissingen naar gelang van de behoeften van de dienst en van de tradities van het Ministerie zullen worden genomen. Opdat de ambtenaren kunnen vernemen waarom eventueel verschillende oplossingen zijn gekozen, ware te bepalen dat de ministeriële beslissing gemotiveerd moet zijn, zoals artikel 16 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel dit voorschrijft voor de beslissing, welke de rechten op bevordering waarborgt voor ambtenaren die wegens bijzondere opdracht ter beschikking zijn gesteld.

Rekening houdend met de zoëven gemaakte opmerking, leze men § 1 van artikel 9 als volgt :

"De ambtenaren die aangewezen worden voor een openstaande vaste betrekking, overeenstemmend met een graad gelijkwaardig met of lager dan de hunne, nemen aan bevordering tot een hogere graad deel op de ene of de andere wijze als hierna :

1° hetzij vanaf de graad waarvan zij titularis zijn;

2° hetzij vanaf de graad van de betrekking, die zij bezetten .

De wijze van bevordering wordt op het tijdstip van de dienstaanwijzing bij gemotiveerde beslissing van de betrokken Minister vastgesteld".

\+

\+ \+

Voor artikel 11 van het ontwerp stelt de Raad van State de onderstaande redactie voor, waarin het woord "mag", dat reeds interpretatiemoeilijkheden heeft opgeleverd, wordt vermeden en ook duidelijker wordt gezegd, dat de Minister de mogelijkheid heeft, tussen beide categorieën van prioriteitsgerechtigde ambtenaren te kiezen :

"Artikel 14 van het koninklijk besluit van 27 januari 1953 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Ingeval ambtenaren die in aanmerking komen voor het koninklijk besluit van ... betreffende de administratieve toestand der Rijksambtenaren van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken naar dezelfde betrekkingen dingen als ambtenaren die voor het tegenwoordige besluit in aanmerking komen, is het de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort geoorloofd te beslissen, dat de eerstgenoemden bij voorrang een dienstaanwijzing zullen krijgen".

Het ontwerp verleent de Minister bevoegdheid tot het nemen van individuele beslissingen ten aanzien van ambtenaren, zelfs van door de Koning benoemde ambtenaren (eerste categorie). Aangezien het gaat om overplaatsingen, dienstaanwijzingen en detacheringen, die niets veranderen aan de graad waarvan de ambtenaar titularis is, hoeven die maatregelen niet door de Koning te worden genomen.

.../...

Het ontwerp zegt niet uitdrukkelijk, dat ambtenaren, die aangewezen worden voor een betrekking overeenstemmend met een lager bezoldigde graad dan de hunne, hun graad, hun wedde en hun recht op bevordering tot een hogere wedde behouden. Dat die voordelen, in overeenstemming overigens met de bedoeling van de Regering, gehandhaafd blijven, blijkt genoegzaam hieruit, dat geen bepaling van het ontwerp een wijziging aankondigt in de graad waarin de ambtenaar vast is benoemd.

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.